



FICHE PROJET

Programme FEDER-FSE+ 2021-2027

Instance de Consultation des Partenaires du : 13/12/2022

N° Identifiant : 13630

Bénéficiaire : REGION NOUVELLE-AQUITAINE
HOTEL DE REGION
14 RUE FRANCOIS DE SOURDIS
CS 81383
33000
BORDEAUX

Statut juridique :
Région

Intitulé de l'opération :
PPSMJ 2022-2024 - Lot n°16 - Métiers du bâtiment - MA Saintes CHARENTE-MARITIME - GEPSA INSTITUT

Localisation :
17100 Saintes

Axe prioritaire :

Axe 4. Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires

Objectifs spécifiques :

4.7 - Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle

Fonds :

FSE+

Descriptif du projet, objectifs poursuivis :

Aux termes de la loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, la formation professionnelle des personnes placées sous main de justice relève d'une compétence pleine et entière de la Région. L'article 21 de la loi susmentionnée crée de nouvelles dispositions dans le code du travail qui dispose depuis le 1er janvier 2015, dans l'article L.6121-2 que "la Région exerce, dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, les missions spécifiques suivantes : (...) elle finance et organise la formation professionnelle des personnes placées sous main de justice. Une convention conclue avec l'État précise les conditions de fonctionnement du service public régional de la formation professionnelle au sein des établissements pénitentiaires". Cette compétence s'étend désormais à tous les établissements en gestion publique ou déléguée à compter du 1er janvier 2016.

Deux marchés se sont depuis succédés pour proposer aux Personnes Placées Sous Main de Justice (PPSMJ) dans les 20 établissements pénitentiaires des formations majoritairement certifiantes, rattachées à des secteurs d'activités porteurs d'emploi : bâtiment, restauration, services... L'offre de formation s'est ainsi étoffée et enrichie au cours de ces dernières années.

Forte de son expérience de développement des formations pour les PPSMJ, la Région Nouvelle-Aquitaine a mené, en étroite collaboration avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Bordeaux, les établissements pénitentiaires et les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) un travail important d'analyse des actions en cours et des besoins. Celui-ci a permis de dégager des axes de progrès à partir du programme 2019-2021. Ce dernier constitue en effet une offre cohérente en termes de formations dispensées et de certifications visées, en lien avec la typologie du public, les contraintes des établissements pénitentiaires et les besoins d'emploi identifiés dans les territoires. Il s'articule en outre avec les formations dispensées dans le cadre de l'Habilitation de Service Public « premier niveau de qualification ».

La formation « Métiers du bâtiment » - dispensée par GEPSA INSTITUT à la Maison d'Arrêt de Saintes CHARENTE-MARITIME s'inscrit dans cette démarche.

Le Programme de formation professionnelle en milieu pénitentiaire contribue à l'objectif de réinsertion des personnes détenues. Il a pour but d'élever leur niveau de qualification ou de leur permettre d'accéder à une première qualification en entamant un parcours de formation pré qualifiante et qualifiante et de valider les compétences acquises dans leurs expériences antérieures ou dans le cadre des activités suivies en détention. Le Programme de Formation Professionnelle des personnes sous-main de justice au sein des établissements pénitentiaires concourt, entre autres, à prévenir la récidive.





L'action vise à qualifier les personnes incarcérées dans la maison d'arrêt de Saintes sur la Pré qualification des métiers du bâtiment et/ou d'obtenir une certification partielle. Elle concerne les hommes et femmes incarcérés.

L'action se déroulera du 07/12/2021 au 31/12/2024 et sera assurée par l'organisme de formation GEPISA INSTITUT.

L'organisme de formation estime à 24 le nombre de stagiaires visés par la présente action de formation.

Au total, ce sont 4 sessions de formation qui seront dispensées au cours de cette opération. Chaque session sera composée de 7 modules de formation.

Les modules sont les suivants :

- Intégration et positionnement : Intégration : Présenter la formation, le plateau technique, les outils, les méthodes et l'organisation pédagogique..., Favoriser l'intégration et l'adhésion à la formation, Co-construire les règles et le cadre de vie en formation au travers de jeux, Co-élaborer une charte régissant les droits et devoirs en formation

Positionnement : Mises en situation pratique et exercices sur table pour mesurer les acquis, Entretien de positionnement afin de présenter un bilan/diagnostic des acquis, Co-élaboration du contrat pédagogique individualisé du parcours

- Généralité sur les métiers du bâtiment : Les métiers :Fiches ROME, contrats de travail, conditions de travail : EPI, horaires, environnement de travail, certifications, évolution professionnelle. Les types d'entreprises : Collectivités, entreprises, sociétés de services ou auprès de particuliers, artisanat,... Les acteurs : Les interactions entre professionnels du métiers, les fournisseurs, les clients. Les premières connaissances du domaine : Termes et vocabulaire professionnels, matériels et outils, techniques de base, matériaux... Les formations généralistes et spécifiques du bâtiment et les modalités de candidatures.

- Préqualification des métiers du bâtiment : Présentation des différents outils, matériaux, Normes, réglementations, Préparer/replier le chantier, Destruction de la cabine réalisée par le groupe précédent (démarche de découverte des travaux réalisés), Initiation à l'aménagement intérieur : ossature, pose, finition joint, Initiation à l'électricité : tableau électrique, gaines, interrupteur... Initiation au carrelage : carrelage mural et de sol, Initiation à la peinture : Préparation des supports, peinture sur plaque de plâtre, Initiation à la plomberie : sanitaires et lavabos, conduits d'arrivée eau et eaux usées.

- Qualité, santé et sécurité en milieu professionnel : la politique QSE d'une entreprise : rôle et intérêt, les démarches qualité en entreprise, la prévention en entreprise : EPI, Equipement de protection collective, la signalisation... les acteurs de la prévention et de la sécurité : Direction, CNAM, CARSAT, Sécurité sociale, préventeurs, médecine du travail... les obligations réglementaires en santé et sécurité : document unique, plan de prévention, registre des accidents, affichage, fiche de données sécurité... les habilitations réglementaires obligatoires à l'exercice d'un emploi, formation aux risques électriques et PRAP

- Compétences transversales en contexte professionnel : - Être sensibilisé au développement durable, Être sensibilisé à la mixité, Être sensibilisé au handicap, Communiquer en Français, Utiliser les règles de base de calcul et du raisonnement mathématique, Utiliser les techniques usuelles de l'information et de la communication numérique, Travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe

- Préparation à la réinsertion et suite de parcours : Identifier et savoir valoriser ses compétences et ses acquis, Prendre confiance en soi et avoir confiance en l'autre, Améliorer sa communication professionnelle verbale et physique, S'approprier les Techniques de Recherche d'Emploi du métier, Acquérir une autonomie dans la définition et la recherche d'emploi, Découvrir les formations et emplois dans ce domaine d'activité, Identifier des parcours de formation ou d'emploi possible Intra et extramuros, Construire, initier et présenter son projet de suite de parcours

- Bilan : Suivi individuel et collectif des stagiaires dans leur progression pédagogique, Bilan individuel de chaque stagiaire pour présentation du parcours et du projet professionnel, Bilan final collectif sur le déroulement de la formation avec stagiaires et Région, acteurs de l'Etablissement et partenaires



Plan de financement proposé à l'ICP 13/12/2022 :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL – Base

Dépenses :

Dépenses prévisionnelles	Montant en €
Prestations de services - Prestations externes	114 120,00 €
TOTAL DEPENSES	114 120,00 €

Ressources :

Type de financement	Taux de financement	Montant de l'Aide en €
Fonds Européens - FSE+	60.00%	68 472,00 €
Autofinancement public - AUTOFINANCEMENT PUBLIC	40.00%	45 648,00 €
TOTAL RESSOURCES	100 %	114 120,00 €

Avis de l'autorité de gestion :

Favorable : opération considérée éligible à la programmation

Le Pôle Formation et Emploi de la Région Nouvelle-Aquitaine a sollicité une demande d'aide européenne sur les crédits de l'axe 4 du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER-FSE+ 2021-2027 " Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires".

Cette opération "PPSMJ 2022-2024 - Lot n°16 - Métiers du bâtiment - MA Saintes CHARENTE-MARITIME" est assurée par GEPSA INSTITUT.

Ce projet s'intègre parfaitement à l'objectif spécifique 4.7 - " Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle" - du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER- FSE + 2021-2027 .

Cette opération s'inscrit dans la volonté commune de prise en compte globale des questions de prévention de la délinquance et de prévention de la récidive et permet de garantir par une pédagogie adaptée, l'accès à la qualification au même titre que dans le droit commun.

Le coût total éligible s'élève à 114 120,00 euros TTC, le montant FSE s'élève à 68 472,00 euros TTC, le taux d'intervention du FSE est de 60%.

Un avis favorable est émis au titre d'un cofinancement FSE+ dans les conditions mentionnées.

